



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction départementale des territoires et de la mer

Service eau et biodiversité

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
DU PROGRAMME D' ACTIONS DU CONTRAT TERRITORIAL MILIEUX AQUATIQUES
SUR LE BASSIN VERSANT RANCE AVAL**

SAINT-MALO AGGLOMÉRATION

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

VU la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1, L. 181-1 à L. 181-31, L. 411-1, L.411-2, L. 414-4 et R. 411-1 à R. 411-14, R. 214-1 et suivants, L. 211-7 et L. 215-15 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.151-36 à L.151-40 ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2013 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Rance Frémur baie de Beaussais ;

VU la demande d'autorisation environnementale, valant déclaration d'intérêt général, complète et régulière déposée au titre des articles L.181-1 et L.211-7 du code de l'environnement reçue le 22 novembre 2018, présentée par Saint-Malo Agglomération, enregistrée sous le n° 35-2018-00324 et relative au programme d'actions du contrat territorial milieux aquatiques sur le bassin versant Rance Aval (territoire de Saint-Malo Agglomération) ;

VU l'avis du service départemental de l'agence française pour la biodiversité d'Ille-et-Vilaine en date du 27 novembre 2018 ;

VU les avis de l'agence régionale de santé Bretagne en date du 7 janvier 2019 et du 18 avril 2019 ;

VU l'avis la commission locale de l'eau du SAGE Rance Frémur baie de Beaussais en date du 11 décembre 2018 ;

VU l'avis du service du patrimoine naturel en date du 18 décembre 2018 ;

VU la demande de compléments en date du 1 février 2019 établie par les services de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine (DDTM 35) auprès de Saint-Malo Agglomération ;

VU les compléments et modifications apportés par Saint-Malo Agglomération en date du 28 mars 2019 ;

VU l'enquête publique conjointe qui s'est déroulée du 23 septembre 2019 (8h30) au 8 octobre 2019 inclus (17h30) ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 31 octobre 2019 ;

VU la délibération du 19 décembre 2019 portant déclaration de projet, émise par Saint-Malo Agglomération sur l'intérêt général de l'opération projetée ;

VU le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation adressé à Saint-Malo Agglomération pour observation dans le délai de 15 jours à compter de sa réception ;

VU l'absence d'observation du 10 janvier 2020 adressé par Saint-Malo Agglomération sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que la commission locale de l'eau du SAGE Rance Frémur baie de Beaussais a rendu un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale portée par Saint-Malo Agglomération ;

Considérant qu'en application de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales sont habilités à utiliser les articles L.151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude et l'exécution de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant notamment la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Considérant que les masses d'eau bassin maritime de la Rance (FRGT02) et le ruisseau de Saint-Coulomb et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer (FRGR1447) sont dégradées du point de vue de la qualité physico-chimique de l'eau et de l'hydromorphologie des cours d'eau ;

Considérant que les travaux proposés par Saint-Malo Agglomération visent à retrouver le bon état et le bon potentiel écologique des masses d'eau à l'horizon 2027 exigés par la directive cadre sur l'eau, sur les masses d'eau bassin maritime de la Rance (FRGT02) et le ruisseau de Saint-Coulomb et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer (FRGR1447), et qu'à ce titre, ils revêtent un caractère prioritaire ;

Considérant que l'opération projetée est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;

Considérant que le projet présente le caractère d'intérêt général ;

Considérant que les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions de l'arrêté ci-après ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R Ê T E

Article 1 – Bénéficiaire de l'autorisation environnementale et de la déclaration d'intérêt général

Saint-Malo Agglomération dont le siège est situé au 6 rue de la Ville Jégu – BP11- 35260 - Cancale ci-après dénommé « le bénéficiaire », constitue le bénéficiaire de l'autorisation environnementale et de la déclaration d'intérêt général, nécessaires à la mise en œuvre du programme d'actions du contrat territorial milieux aquatiques sur le bassin versant Rance Aval.

Article 2 – Emprise et objectifs des travaux

Le programme de travaux concerne 4 cours d'eau (La Goutte, le Routhouan, le Sainte Suzanne et la Trinité) et concerne 7 communes (Saint-Malo, Saint-Coulomb, Cancale, Saint-Meloir-des-Ondes, Saint-Suliac, Saint-Père-Marc-en-Poulet, Saint-Jouan-des-Guérets).

Ces 4 cours d'eau et 7 communes sont disséminés au sein du Bassin versant Rance Aval et sont situés sur le territoire de compétence de Saint-Malo Agglomération.

Le programme de travaux a pour objectif principal l'amélioration de l'état écologique des milieux aquatiques sur les bassins versants de la masse d'eau « bassin maritime de la Rance » (FRGT02) et la masse d'eau « ruisseau de Saint-Coulomb et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer » (FRGR1447), objectif fixé par la directive cadre européenne du 23 octobre 2000.

En application de ces dispositions, les cours d'eau de La Goutte, le Routhouan, le Sainte Suzanne et la Trinité doivent atteindre l'objectif de « bon état écologique et chimique » en 2027.

Article 3 – Nature des travaux et des opérations

Les travaux, opérations et études projetés dans le cadre du présent programme d'actions seront réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation n° 35-2018-00324. Ils comprennent notamment les travaux suivants :

37 actions de restauration du lit mineur :

- Diversification et réduction de la section d'écoulement ;
- Remise du cours d'eau dans son lit naturel.

69 actions de restauration de la continuité écologique :

- Suppression d'ouvrage ;
- Aménagement d'ouvrage (rampe en enrochements/seuils/passes).

25 actions de restauration de la ripisylve :

- Entretien/Restauration ripisylve ;
- Gestion des embâcles ;
- Restauration/Protection de berges.

TITRE I – PROCÉDURE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Article 4 – Objet de l’autorisation environnementale

En application des articles L. 181-1 et L. 214-3 du code de l’environnement, le bénéficiaire est autorisé, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux, opérations, études conformément au programme pluriannuel proposé au dossier d’autorisation environnementale n° 35-2018-00324.

Les travaux projetés activent les rubriques suivantes de la nomenclature définie à l’article R. 214-1 du code de l’environnement :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Justification
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d’un cours d’eau, constituant : 1° Un obstacle à l’écoulement des crues (A) 2° Un obstacle à la continuité écologique a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm (A) b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm (D)	Déclaration (travaux sur la continuité : les aménagements proposés ont pour but de supprimer des obstacles à la continuité identifiée lors du diagnostic).
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d’un cours d’eau, à l’exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d’un cours d’eau : 1° Sur une longueur de cours d’eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d’eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d’un cours d’eau est l’espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Autorisation (travaux sur le lit mineur des cours d’eau : diversification du lit par mise en place de banquettes, rehaussement du lit incisé par recharge granulométrique, remise du cours d’eau dans son talweg, suppression de busage et reconstitution du lit mineur, travaux sur la continuité écologique)
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d’un cours d’eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d’alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d’un cours d’eau, étant de nature à détruire les frayères à brochets : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) 2° Dans les autres cas (D)	Autorisation (risque de destruction temporaire et limité lors des travaux dans le lit mineur)

Article 5 – Prescriptions particulières de sauvegarde

5.1. Protection des milieux aquatiques

- Le bénéficiaire devra s’assurer de l’accord des propriétaires avant toute intervention.
- Le bénéficiaire pourra associer les maires des communes concernées par les travaux projetés (ou un élu délégué par le maire) aux négociations avec les propriétaires riverains en amont de la phase travaux afin de faciliter la compréhension de ces travaux par les propriétaires et de lever d’éventuels freins à leur réalisation.

- Les travaux dans le lit mineur du cours d'eau sont réalisés en périodes de basses eaux (uniquement durant la période du 1er avril au 31 octobre) afin de limiter l'impact de ces travaux (notamment remise en suspension de fines dans le lit mineur). Lors de ces interventions dans le lit mineur des cours d'eau, le bénéficiaire met tout en œuvre pour prévenir toute pollution notamment par mise en suspension de fines.
- Les travaux sont réalisés avec des engins légers ou adaptés pour une faible pression afin de ne pas endommager les berges.
- Dans le cadre des études et travaux liés à la suppression des plans d'eau, le service eau et biodiversité de la DDTM 35 sera contacté par le bénéficiaire pour vérification du statut réglementaire du plan d'eau concerné ; celui-ci prendra également l'attache du service départemental d'incendie et de secours pour connaître le statut des plans d'eau en tant que réserve incendie ou pas ;
- À l'issue des travaux de restauration de la ripisylve, les boisements seront déposés à une distance du cours d'eau permettant d'éviter leur entraînement dans les écoulements, soit à une distance d'au moins 10 m.
- Les prescriptions techniques mentionnées dans le dossier d'autorisation devront être respectées.

5.2. Préservation de la biodiversité

Au regard de la présence potentielle de différents mammifères emblématiques et/ou menacés en Bretagne au niveau des zones de travaux (par exemple, la loutre, le campagnol amphibie et le crossope aquatique), le bénéficiaire devra s'attacher à prendre en considération ces espèces et leur habitat, en particulier par un repérage préalable des sections de travaux avant chaque intervention.

Dans tous les cas, une attention particulière devra notamment être apportée aux points suivants :

- limiter l'emprise du projet, des zones de stockage et baliser les zones les plus sensibles ;
- sensibiliser les entreprises chargées des travaux aux enjeux environnementaux, notamment à travers des fiches d'incidence ;
- dans le cas des suppressions de plan d'eau et si la présence d'amphibiens est avérée, le bénéficiaire devra réaliser la vidange en dehors de la période de reproduction de ces espèces ;
- favoriser l'évolution des berges et ripisylves vers des milieux à forte naturalité et en conservant des zones de refuges ;
- faire expertiser les berges par un spécialiste en mammalogie en amont des travaux (associer le groupe mammalogique breton par exemple à cette expertise) ; préserver en particulier les habitats propices à la loutre ;
- effectuer les interventions de coupe de bois et de défrichage nécessaires à la réalisation des travaux hors de la période de nidification des oiseaux, soit à partir de septembre (arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des espèces d'oiseaux protégées, impliquant pour la majorité de ces espèces, une interdiction d'atteinte aux œufs et aux nids, aux individus, et interdisant notamment de perturber intentionnellement ces espèces en période de reproduction) ;
- assurer l'éradication et la non-prolifération des plantes invasives dans les zones de travaux ;

- assurer la préservation des zones de frayères identifiées dans l'arrêté préfectoral du 29 juin 2015 et adapter le calendrier d'intervention en conséquence.

En cas de découverte d'une espèce protégée lors des reconnaissances de terrain, des diagnostics écologiques complémentaires ou des suivis de chantier, le bénéficiaire sera tenu d'en informer le service eau et biodiversité de la DDTM 35 pour validation des mesures d'évitement et de réduction.

Le cas échéant, le bénéficiaire devra présenter une demande de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées, au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, tel que prévu dans l'article R. 411-6 et suivants du code de l'environnement.

5.3. Lutte contre les espèces invasives envahissantes

Le bénéficiaire devra prendre toutes les précautions nécessaires au regard des espèces exotiques envahissantes (EEE) en conformité avec le règlement du parlement européen et du conseil n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des EEE et les règlements d'exécution de la commission n°2016/1141 du 13 juillet 2016 et n°2017/1263 du 12 juillet 2017, adoptant une liste des EEE préoccupantes pour l'Union, conformément au règlement n°1143/2014. Aucun individu d'EEE ne devra être importé sur les sites.

En cas de découverte d'une EEE, toutes les précautions devront être prises pour ne pas propager cette espèce et toutes les mesures devront être prises pour la détruire dans les règles de l'art.

Les entreprises intervenant devront notamment respecter les préconisations du guide d'identification et de gestion des espèces végétales exotiques envahissantes sur les chantiers de travaux publics.

5.4 . Protection des sites classés

Pour les travaux envisagés en site classé, notamment les 3 actions situées sur le cours d'eau de Sainte Suzanne et le cours d'eau de la Goutte, le bénéficiaire transmet au guichet unique de la police de l'eau, un porter à connaissance, 6 mois avant la réalisation des travaux, pour instruction et éventuelles prescriptions complémentaires au présent arrêté.

Article 6 – Suivi des travaux

Le bénéficiaire mène une surveillance du déroulement des travaux et de l'évolution des cours d'eau, notamment sur la qualité de l'eau pour les paramètres suivants, dont les valeurs limite seront respectées :

- MES : inférieure à 1 g/l ;
- ammonium : inférieure à 2 mg/l ;
- oxygène dissous : supérieure à 3 mg/l.

À tout moment, les eaux restituées ne devront nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire conformément à l'article L. 432-2 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire informe le service eau et biodiversité de la DDTM 35 et les collectivités, au moins 10 jours avant le commencement de chaque opération. À la fin de chaque phase de travaux, le bénéficiaire établi et adresse à la DDTM 35 un compte-rendu de chantier dans lequel il retrace le déroulement des travaux et toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions.

Un suivi annuel des travaux de l'année N devra être assuré par le bénéficiaire en année N+1 afin de vérifier que les travaux n'engendrent pas d'érosion progressive ou régressive, ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux. Un compte-rendu de ce suivi sera transmis annuellement à la DDTM 35.

Le bénéficiaire évaluera le programme des travaux grâce à des indicateurs de suivi tels que définis dans le dossier de demande d'autorisation n° 35-2018-00324. Ceux-ci permettront de réaliser un bilan des actions et leur ajustement si besoin.

Le bénéficiaire évaluera les effets des opérations sur le milieu (conditions d'habitat, qualité des milieux, biodiversité), en particulier sur les peuplements piscicoles, la qualité biologique, l'hydrologie et la qualité physico-chimique de l'eau, suivant la définition du programme d'indicateurs de suivi qualitatif du programme d'actions suivant :

- suivi morphologique : ce suivi utilise le guide de l'agence française pour la biodiversité (AFB) « Aide à l'élaboration d'un programme pour le suivi des travaux de restauration de cours d'eau » (variété des faciès d'écoulement, profils en long et en travers, granulométrie, colmatage...);
- suivi hydrologique : suivi des débits de cours d'eau et de l'évolution de la nappe phréatique ;
- suivi biologique (prestations externes) : IPR (poissons), IBG-DCE (macro-invertébrés), IBD (diatomées), IBMR, inventaires floristique et pédologique ;
- suivi physico-chimique : température, oxygène dissous, nitrate, matière organique ;
- suivi hydromorphologie des cours d'eau : Protocole Carhyce.

Article 7 – Déclaration des accidents ou incidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, à la préfète les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire la préfète, le bénéficiaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 – Début des travaux

En début de chaque année (avant le 1er mars), le bénéficiaire transmet à la DDTM 35 et au SAGE Rance Frémur baie de Beaussais, un programme précis des travaux projetés sur l'année à venir mentionnant la localisation et la référence des travaux données dans le dossier d'autorisation environnementale, l'objectif, la mise en œuvre et le descriptif des mesures prises pour protéger le milieu et la date prévisionnelle des travaux.

Pour chaque opération, le bénéficiaire avise la DDTM 35, du commencement des travaux au minimum dix jours à l'avance.

Article 9 – Conformité au dossier et modifications

Toute modification apportée par le bénéficiaire à la réalisation des travaux et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance de la préfète, conformément aux dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

Sur la base des résultats de suivi et/ou en fonction des accords obtenus auprès des riverains, le bénéficiaire peut, si nécessaire, solliciter des modifications au programme des travaux, tout en restant dans les limites et les objectifs fixés par la présente autorisation. Ces modifications font l'objet d'une transmission d'un porter à connaissance à la DDTM 35 (service eau et biodiversité) pour avis.

TITRE II – PROCÉDURE DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Article 10 – Objet de la déclaration d'intérêt général des travaux

Sont déclarés d'intérêt général au titre des articles L. 211-7 et R. 214-88 à 103 du code de l'environnement, les travaux liés au contrat territorial milieux aquatiques tels que décrits à l'article 3 du présent arrêté. Le bénéficiaire est habilité à utiliser les articles L. 151-37 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation des travaux déclarés d'intérêt général définis aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 11 – Montant des travaux et participation financière des riverains

Le coût prévisionnel du programme d'actions de la déclaration d'intérêt général défini dans le cadre de l'étude préalable à la mise en place du contrat territorial volet milieux aquatiques est estimé à 686 935 € TTC.

Article 12 – Obligations des riverains

En application de l'article L. 435-5 du code de l'environnement, l'octroi d'une subvention sur fonds publics entraîne pour les propriétaires riverains l'obligation de céder gratuitement leur droit de pêche à une fédération ou à une association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique pour la durée de validité du présent arrêté.

Le présent arrêté ne dispense pas les propriétaires des obligations relatives à l'entretien des cours d'eau, prévues par l'article L. 215-14 du code de l'environnement.

Article 13 – Droit de passage

En application de l'article L. 215-18 du code de l'environnement, pendant la phase de concertation, de préparation des travaux et de suivi de ces derniers, les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance des travaux ainsi que les entrepreneurs, ouvriers et engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux, dans la limite d'une largeur de 6 m.

La servitude instituée à l’alinéa précédent s’applique autant que possible en suivant la rive du cours d’eau et en respectant les arbres et plantations existants.

Toute contestation relative à cette obligation ou à l’estimation d’éventuels dommages liés à l’exécution des travaux est du ressort du tribunal administratif.

Article 14 – Préconisations générales

Les différents usagers des cours d’eau devront, autant que faire se peut, être étroitement associés à ces opérations.

TITRE III – DISPOSITIONS COMMUNES

Article 15 – Contrôle des installations

Les agents des services de l’État, notamment ceux chargés d’une mission de contrôle au titre de la police de l’eau, devront avoir constamment libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l’environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Le bénéficiaire supportera les frais de toute modification de ses installations nécessitées par le respect de la qualité du milieu récepteur et qui pourra lui être demandée.

En cas de non-respect des présentes prescriptions, l’administration prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, au frais du demandeur, toute cause de dommage provenant de son fait, ceci sans préjudice de l’application des dispositions pénales relatives aux infractions à la législation sur l’eau.

Article 16 – Délai de validité de la décision

Le présent arrêté en tant qu’il autorise les travaux au titre des articles L. 181-1 et suivants du code de l’environnement a une validité de cinq ans à compter de la date de sa notification. Il est caduc si les travaux n’ont pas fait l’objet d’un commencement de réalisation dans un délai de trois ans à compter de la date de sa notification.

Le présent arrêté en tant qu’il déclare d’intérêt général les travaux de restauration des cours d’eau est valable à compter de la notification du présent arrêté jusqu’à la réception des derniers travaux de restauration et au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la notification de l’arrêté.

Article 17 – Conditions de renouvellement de l’autorisation

Avant l’expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire, s’il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser à la préfète une demande dans les conditions de délai et de forme définies à l’article R. 181-49 du code de l’environnement.

Article 18 – Dommmage aux tiers

Le bénéficiaire sera responsable, de façon générale, de tous dommages causés aux propriétés des tiers et ne pourra, en aucun cas, invoquer la présente autorisation pour diminuer sa responsabilité qui demeure pleine et entière.

Article 19 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 20 – Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 21 – Informations des tiers, délais et voies de recours

21.1. Procédure d'autorisation environnementale

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

– Une copie de la présente autorisation est déposée dans les mairies des communes de : Saint-Malo, Saint-Coulomb, Cancale, Saint-Meloir-des-Ondes, Saint-Suliac, Saint-Père-Marc-en-Poulet, Saint-Jouan-des-Guérets.

– Un extrait de la présente autorisation est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les communes précitées. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de ces communes.

– Une copie de cet arrêté est transmise à la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Rance Frémur baie de Beaussais pour information.

– La présente autorisation est publiée sur le site internet de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, pendant une durée minimale de quatre mois.

I. – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Rennes en application des articles R. 181-50 à R. 181-52 du code de l'environnement :

1° par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

2° par les tiers, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publication accomplie.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

II. – Les décisions mentionnées ci-dessus peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III. – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète d'Ille-et-Vilaine, à compter de la mise en service du projet mentionné à l'article 1er, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Le cas échéant, la préfète fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour déposer un recours contre cette décision devant le tribunal administratif de Rennes.

21.2. Procédure de déclaration d'intérêt général

La présente décision en tant qu'elle prononce l'intérêt général des travaux peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par le bénéficiaire ou de sa publication par les tiers :

– soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes ; le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télécours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr> .

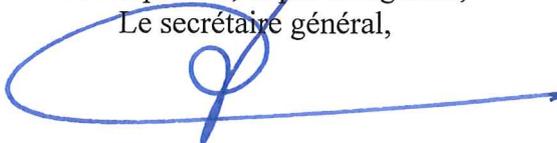
– soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès de la Préfète d'Ille-et-Vilaine, ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite (née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable) peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 22 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint Malo, le président de Saint-Malo Agglomération, les maires des communes de Saint-Malo, Saint-Coulomb, Cancale, Saint-Meloir-des-Ondes, Saint-Suliac, Saint-Père-Marc-en-Poulet, Saint-Jouan-des-Guérets, le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, le chef de service départemental de l'office français pour la biodiversité d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le 17 JAN. 2020

Pour la préfète, et par délégation,
Le secrétaire général,



Ludovic GUILLAUME